

## **UNE MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE POUR L'ANNÉE 2013 : MÉTHODE ET RÉSULTATS**

Sabrina **ZERKAK\***  
Mohamed **ACHOUCHE\*\***

### **RÉSUMÉ**

Le présent article documente la construction de la matrice de comptabilité sociale (MCS) de l'Algérie pour l'année 2013 avec une attention particulière accordée à la méthodologie de construction de la sous matrice des transferts interinstitutionnels. Il examine comment les deux tableaux des comptes nationaux; le tableau entrée sortie (TES) et le tableau économique d'ensemble (TEE) sont compilés pour élaborer un nouveau instrument d'analyse économique : la MCS. Cette matrice fournit une vision chiffrée de la structure de l'économie algérienne et de ses circuits économiques. Elle fournira également un socle empirique actualisé pour une modélisation appliquée de l'économie algérienne.

**Mots clés :** Matrice de comptabilité sociale ; tableau entrée sortie ; tableau économique d'ensemble, Algérie.

**JEL CLASSIFICATION :** C82, E20, 055

---

\* Maître assistante classe A, faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion, université de Bejaia, Algérie.

\*\* Professeur, laboratoire économie et développement, faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion, Université de Bejaia, Algérie

## **INTRODUCTION**

Au cours de ces dernières années, la conception, l'élaboration, et l'utilisation de la matrice de comptabilité sociale (MCS) pour l'analyse de diverses politiques économiques ont fait l'objet d'un intérêt accru. Cet engouement pour les MCS est dû au fait qu'elles permettent de répondre à de nouvelles questions macro-économiques difficilement interprétables sur la base de données fournies par le système de comptabilité nationale. En outre, la MCS répond aux exigences statistiques des modèles d'équilibre général calculables (MEGC), offrant un modèle comptable plus flexible qui soit capable de mettre en évidence les phases de distribution et celles d'utilisation du revenu au niveau sectoriel.

De nos jours les MCS sont largement expérimentées dans différents pays développés et en développement<sup>1</sup>; Maroc (Ministère du commerce extérieur, 2009), Tunisie (Institut d'économie quantitative, 2002; Hadj Salem, 2004), Sénégal (Fall, 2011), Haïti (Victor, 2000), Botswana (Office central des statistiques, 1990), Cameroun (Cogneau et Roubaud, 1993), Afrique du Sud (Malan, 2000), Canada (Siddiqi et Salem, 2012), Etats-Unis (Reinert et Roland-Holst, 1992), Pays-Bas (Timmerman et Vande Ven, 1994; Statistiques Pays-Bas, 2002), Portugal (Santos, 2010), Italie (Coli et Tartamella, 2000), Turquie (De Santis et Ozhan, 1997), Espagne (Cardenete et al, 2009), etc.

Des MCS sont maintenant produites annuellement par Statistiques Pays-Bas et chaque cinq an par Statistiques Indonésie, et les bureaux de la statistique italien, britannique et d'Afrique du Sud travaillent à la production régulière de MCS (Timmerman et Vande Ven, 1994; Eurostat, 2003; Siddiqi et Salem, 2012). En outre, des MCS régionales ont été construites, dans la plupart des pays en développement et développés, pour les besoins de l'analyse économique interrégionale et régionale (Siddiqi et Salem, 2012).

---

<sup>1</sup>Un inventaire des travaux réalisés sur les MCS dans les pays en développement et développés s'est opéré dans l'ouvrage, Eurostat, 2003. Handbook on social accounting matrices and labour accounts, Leadership group SAM, Population and social conditions 3/2003/E/N°23, Commission Européenne. P 108.

Par contre, en Algérie, les tentatives d'élaboration de MCS sont relativement rares. Nous citons de façon non exhaustive, Bentabet (1997) pour l'année 1989, Redjel (2003) pour l'année 1979, Ziad (2007) ; Oukaci et Kherbachi (2008) ; Belkacem-Nacer, Bouazouni , Boumghar et Kernane (2008) pour l'année 2002, Aouinine et Mazouzi (2007) pour l'année 2004, Boukha, Benabdellah et Zidouni (2007) pour l'année 2005, Touati et Kherbachi (2011, 2014) respectivement pour l'année 2003 et 2007 et enfin Hamadache (2015) pour l'année 2009. En outre, la plupart de ces travaux n'abordent, ou n'expliquent pas la manière dont s'élabore la sous matrice des transferts interinstitutionnels d'autant plus, cette dernière est la plus délicate à construire et en même temps forme la partie essentielle dans l'élaboration d'une MCS, destinée à l'analyse des politiques économiques (Bentabet, 1997). Par ailleurs, nous tenons à signaler, qu'à l'heure actuelle, la statistique officielle n'a pas encore produit de MCS en Algérie, bien que la direction générale de la prévision des politiques (DGPP) du ministère des finances élabore chaque année une MCS<sup>2</sup> pour alimenter son MEGC.

Le présent article propose l'élaboration d'une MCS récente de l'économie algérienne, en mettant l'accent sur la méthodologie de construction de la sous matrice des transferts interinstitutionnels. Pratiquement, nous adoptons la méthode d'imputation des revenus proposée par Fofana (2007) afin de ventiler les revenus et paiements de transferts inter-agents, sans faire recours à aucune donnée exogène en dehors de celles des TEE. Cette matrice procure une actualisation des données par rapport aux MCS réelles existantes. Et une prise en compte de nouvelles évolutions ayant marqué l'économie algérienne.

La matrice, ainsi élaborée, est exploitable pour mettre en évidence le lien de la dynamique intersectorielle à la croissance économique en Algérie, à travers une analyse des effets d'entraînement induits; moyennant un modèle de multiplicateurs de la MCS<sup>3</sup>. Elle fournira également une base de données pour le calibrage d'un MEGC statique, qui servira à la simulation et l'évaluation des effets d'une politique d'investissement, centrée sur un secteur clé de l'économie, sur la croissance économique en

---

<sup>2</sup>A notre connaissance, ces MCS n'ont pas fait l'objet d'une publication officielle pouvant être citée en référence.

<sup>3</sup>L'analyse est conduite selon une simulation élémentaire consistant à considérer un taux de croissance sectoriel de 1%, appliqué à chacun des secteurs, toutes choses égales par ailleurs.

Algérie. Les scénarii de simulation porteront sur une augmentation du stock du capital dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire<sup>4</sup> essentiellement.

La première partie donne une vue d'ensemble de la MCS et la deuxième retrace sa structure générale. La troisième partie présente l'élaboration de la MCS 2013 pour l'Algérie en deux versions ; l'une agrégée ou macro MCS et l'autre désagrégée ou micro MCS. Elle présente les sources des données utilisées et discute de leurs traitements supplémentaires, ensuite elle décrit la méthodologie de remplissage et de désagrégation des différents comptes. Une attention particulière est accordée à la méthodologie de construction de la sous matrice des transferts interinstitutionnels. Enfin, avant de conclure une lecture de l'économie algérienne à partir de la MCS construite est fournie dans la quatrième partie.

## **1. VUE D'ENSEMBLE DE LA MCS**

La matrice de comptabilité sociale (MCS) est un tableau comptable de synthèse qui permet de retracer et de schématiser, pour une année donnée, l'ensemble des flux de productions, de revenus, de demandes et d'échanges entre les différents agents d'une économie selon un niveau de désagrégation donné. Elle se présente comme une photographie de l'ensemble de l'économie au cours de la période en question (Ministère du commerce extérieur du Maroc, 2009). L'économie considérée peut être celle d'un ensemble de pays, d'un pays, d'une région bien délimitée à l'intérieur d'un pays ou, à un niveau d'analyse plus fin, d'un village.

La MCS a trois principaux objectifs. Premièrement, elle propose un cadre d'organisation complet et cohérent des informations et des données relatives à un système économique donnée pour l'analyse des politiques. Selon l'objectif escompté, ce cadre permet la compilation des données de nature macroéconomique, méso économique et même microéconomique pour décrire respectivement les grands équilibres macroéconomiques de l'économie, les recettes et les dépenses des secteurs d'activité et la répartition des revenus entre les unités institutionnelles.

---

<sup>4</sup>En effet, le quatrième programme d'investissement public dont les objectifs s'introduisent dans le projet de loi de finance pour 2015 est axé sur la diversification de l'économie et parmi ses propriétés figure l'investissement dans l'agroalimentaire.

Deuxièmement, la MCS permet de représenter les interdépendances et les flux circulaires des revenus entre les facteurs, la production, les biens, et les agents économiques. Troisièmement, elle constitue une base de référence pour la formalisation de modèle des multiplicateurs à prix fixe et des MEGC où les prix relatifs jouent un rôle central (Round, 2003). À ce titre, la construction d'une MCS pour une année donnée est déjà en elle-même un résultat important.

Les données utilisées pour construire une MCS peuvent provenir de sources diverses. Les principales sont les tableaux de synthèse des comptes nationaux. Il s'agit du tableau entrée sortie (TES), du tableau économique d'ensemble (TEE), et éventuellement du tableau des opérations financières (TOF) si la sphère financière est prise en compte dans l'analyse. À côté de ces sources, nous retrouvons aussi les données des enquêtes, qui permettent en général d'apporter un niveau de précision supplémentaire à la matrice, ceci en rendant possible la décomposition des comptes de facteurs et des institutions afin d'adapter la matrice aux spécificités des problèmes à résoudre.

L'utilisation de données micro et macroéconomique issues de différentes sources divergentes crée nécessairement une incohérence générale de la matrice, ainsi qu'un déséquilibre comptable au niveau macroéconomique. Plusieurs techniques d'équilibrage sont, ainsi, utilisées pour concilier ces données et leurs ajuster dans la MCS pour qu'elle soit équilibrée (Fall, 2011 ; Hamadache, 2015). Les méthodes les plus couramment<sup>5</sup> utilisées sont RAS et de minimisation de l'entropie croisée.

Dans la pratique l'élaboration d'une MCS est une tâche ardue, car elle conditionne la réussite et la fiabilité de la modélisation à opérer, ce qui nécessite suffisamment de temps en vue de bien identifier les différentes composantes de la problématique étudiée, la conception de la structure comptable adéquate et la collecte des données nécessaires à l'élaboration de cette matrice. Keuning et Ruijete (1988) ont identifié huit étapes dans l'élaboration d'une MCS : Représentation de l'ensemble du système, choix d'une année de base, Identification des sources d'information disponible,

---

<sup>5</sup>De plus amples discussions sur les techniques d'équilibrage d'une MCS sont disponible, entre autres, dans Fofana et al, 2002, Eurostat, 2003 et Hamadache, 2015.

définition des classifications, préparations des tables, premières estimations, corrections et arrangements.

## 2. STRUCTURE DE LA MCS

Le grand intérêt de la MCS réside dans sa flexibilité permettant une très grande souplesse, notamment dans la désagrégation des comptes des activités, des unités institutionnelles et des facteurs productifs. En outre, la MCS peut schématiser uniquement les flux réels d'une économie comme elle peut intégrer ses flux financiers ou ses activités de production non économiques (Cogneau & Roubaud, 1992 ; Fofana, 2007 ; Round, 2003).

D'après (Decaluwé, Martens et Savard, 2001)<sup>6</sup>, la caractéristique commune aux MCS est qu'elles se présentent sous la forme de tableaux carrés entrées-sorties où, pour une année déterminée, sont enregistrés les flux comptables (ou « transactions ») de recette et de dépenses de l'économie étudiée. Les recettes sont enregistrées en ligne (indice  $i$ ) et les dépenses en colonne (indice  $j$ ), l'élément général d'une MCS étant  $t_{ij}$ , défini comme la dépense du compte  $j$  ( $j= 1,2,\dots,n$ ) qui constitue la recette du compte  $i$  ( $i=1,2,\dots,n$ ). La cohérence interne de nature comptable d'une MCS est garantie par le fait que, pour chaque compte, les recettes totales sont identiques aux dépenses totales, à savoir, dans le cas du compte  $k$  :

$$\sum_{j=1}^n t_{kj} = \sum_{i=1}^n t_{ik}$$

*total des recettes*
*total des dépenses*  
*du compte k*
*du compte k*

La structure générale d'une MCS a été donnée par Pyatt et Thorbecke (1976) et la majorité des MCS construites s'inspire largement de leurs travaux. La configuration de la MCS dépend de l'objectif assigné à son élaboration et de la disponibilité des données. Mais en général, la MCS pour une économie ouverte comporte cinq types de comptes agrégés : compte d'activités ou compte de production, compte de bien et service ou compte de produits, comptes des facteurs de production, compte des institutions intérieures (ménages, entreprises, Etat) et étrangères

<sup>6</sup>Decaluwé B, Martens A, et Savard L,2001. La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal. P 108.

(RDM) et un compte épargne- investissement joint pour toutes les institutions. Une matrice générique pour l'économie algérienne est proposée dans le tableau n° 1 annexé afin de rendre la présentation des comptes plus claire.

Le compte d'activités fournit en colonne la structure de la production nationale des différentes branches, en l'occurrence la consommation intermédiaire(CI) et la valeur ajoutée qui rémunèrent les facteurs de production. En ligne fournit la structure par produit de la production nationale.

Le compte des produits <sup>7</sup>retrace en colonne l'offre totale en bien et services composés de la production locale, les importations et la valeur des impôts indirects nets sur les produits. En ligne les utilisations de ces ressources en consommation intermédiaire (CI), en consommations finale (CF), en exportations et en investissement (accumulation brut de capital fixe (ABFF) et des variations des stocks (VS)).

Le compte des facteurs retrace les flux concernant les facteurs de production que sont généralement le travail et le capital<sup>8</sup>. Ils reçoivent en ligne, la valeur ajoutée provenant du compte d'activités puis ils les distribuent en colonne aux unités institutionnelles sous forme de salaires et d'excédent brut d'exploitation (EBE).

Le compte des institutions regroupe les sous comptes de trois secteurs résidents, ménages, entreprises, l'Etat et le reste du monde, chacun pouvant être désagrégé à son tour en plusieurs sous comptes. Ces comptes détaillent la distribution de la valeur ajoutée et son utilisation ainsi que les transferts entre les institutions.

Les transferts entre institutions peuvent recouvrir plusieurs types de flux : impôts indirects non liés à la production, subventions d'exploitation, intérêts, dividendes et autres revenus, primes et indemnités d'assurance, prestations et cotisations

---

<sup>7</sup> Dans certaines MCS, les comptes des produits ne sont pas distingués des comptes des activités de production, à cause des similitudes qui les lient. A titre d'exemple citons la maquette présentée par Thorbecke (1985) dans l'ouvrage Pyatt and Round the social accounting matrix et consistency-type planning models

<sup>8</sup> Dans certains cas le compte des facteurs inclut les ressources naturelles, telles que la terre et l'eau.

sociales, transferts courants privés et publics. Il existe donc, en général, des flux croisés entre les institutions.

Compte investissements-épargne (I-S) mesure les flux d'épargne investissement. Il récolte en ligne l'épargne des unités institutionnelles résidentes et non résidentes pour financer en colonne l'investissement.

Signalons enfin que la structure générale d'une MCS qui vient d'être présentée n'est pas figée. Elle peut être adaptée en fonction des besoins d'analyses ou de modélisation. L'ordre dans lequel les comptes sont disposés n'est pas très important, mais habituellement nous commençons par des comptes d'activités qui constituent la source de revenu de l'économie.

### **3. ÉLABORATION D'UNE MATRICE DE COMPTABILITÉ SOCIALE CHIFFRÉE POUR L'ALGÉRIE**

Cette section produit une MCS chiffrée pour l'Algérie au cours de l'année 2013, en se référant aux travaux qui proposent l'établissement d'une MCS pour certains pays ayant différent niveau de développement.

Le choix de l'année de référence est justifié par la stabilité économique du pays et la quasi-absence des chocs internes et externes au cours de l'année 2013. Cette année est considérée aussi comme une année clé avant le choc pétrolier 2014-2015. Cette matrice procure une actualisation des données par rapport aux MCS réelles existantes pouvant prendre toutes les nouvelles évolutions ayant affecté l'économie algérienne.

Dans le cadre de la construction de cette matrice pour l'Algérie, nous avons défini deux versions de la MCS. La première MCS est agrégée à huit comptes afin de s'assurer de la cohérence globale de la base de données ; la seconde version est détaillée en (46) comptes.

Par ailleurs, il convient de préciser que la présente MCS ne contient que les grandeurs réelles de l'économie et n'intègre pas la sphère financière de l'économie algérienne. La section suivante met en relief les caractéristiques des sources d'information de notre MCS

#### **3.1. Les sources de données**



L'élaboration de la présente MCS fait recours à deux principaux tableaux de compte nationaux, à savoir le tableau entrées-sorties (TES) estimé<sup>9</sup> et le tableau économique d'ensemble (TEE) publiés par l'office national de statistique (ONS)<sup>10</sup> au titre de l'année 2013. L'objet de ce paragraphe est de montrer comment combiner les informations statistiques existantes dans ces deux tableaux économiques pour élaborer une MCS nationale.

Le TEE et le TES reprennent les flux comptable sous différents aspects. Le TES offre une vue complète des opérations comptables selon la logique des branches et des produits, en mettant l'accent sur les interrelations sectorielles. En d'autres termes, il permet de voir l'interdépendance existant entre les différentes branches d'activité d'une économie en indiquant les biens et services qui entrent dans la production d'autres biens et services et leurs utilisations finales. Ce TES est composé de 19 branches d'activité selon la classification fonctionnelle du système des comptes économique algérienne (SCEA). Le TEE agrège les informations comptables de l'économie selon les secteurs institutionnels et apporte une analyse plus pointue sur la distribution interinstitutionnelle des revenus. Selon la classification institutionnelle du SCEA, le TEE 2013 comporte 5 agents : société et quasi sociétés (SQS), ménages et entreprises individuelles (MEI), les administrations publiques (AP), les institutions financières (IF) et le reste du monde (RDM).

Les informations concernant ainsi les opérations sur biens et services et les comptes de production des branches d'activité de notre MCS : (l'EBE, la rémunération des salaires versée par les branches d'activité, les impôts indirects, la consommation intermédiaire, la production aux coûts des facteurs, la consommation finale des MEI, des IF et des AP, la ABFF, les variations de stocks, les importations et les exportations) proviennent essentiellement du TES 2013. Les informations relatives aux transferts interinstitutionnels et les épargnes sont consignés dans le TEE 2013. Toutes ces informations statistiques sont juxtaposées sous la forme d'une matrice carrée.

---

<sup>9</sup>Le seul TES fondé sur une enquête de structure en Algérie est celui de l'année de base de 1989, par conséquent les TES post 1989 font l'objet d'une actualisation.

<sup>10</sup>Nous avons privilégié cette source de données afin d'assurer la cohérence de notre MCS.

Signalons par ailleurs, que pour décrire certaines opérations effectuées par les différents secteurs institutionnels, le TEE adopte le système des comptes-écrans. Par conséquent, il ne renseigne pas sur les relations directes entre les secteurs, c'est-à-dire sur les relations intersectorielles. Les opérations concernées sont les intérêts, loyers, les primes d'assurances, indemnités d'assurances, services financiers, autres revenus de la propriété et autres transferts courants.

Pour les opérations de répartitions auxquelles correspond un seul secteur destinataire ou à l'origine desquelles il y a un seul secteur, le compte ne constitue pas un compte écran et le problème ne se pose pas. En effet le compte d'une opération de ce type renseigne bien sur les relations directes entre les secteurs. Citons le cas des opérations : impôts directs et impôt indirects ( dont le secteur destinataire est celui des AP) ,les prestations sociales et rémunérations des salaires (dont le secteur destinataire est celui des MEI) , les subventions d'exploitation à l'origine desquelles se trouve un seul secteur , qui est celui des AP et les cotisation sociale dont à l'origine se trouve un seul secteur qui est les MEI et un seul secteur destinataire qui est celui des AP. Le traitement des informations du TEE pour l'élaboration d'une matrice des transferts interinstitutionnels fait l'objet d'une analyse détaillée dans la prochaine section.

### **3.2. La matrice agrégée**

Dans la matrice agrégée, il y a huit comptes regroupés en un compte d'activité, un compte de produits, un compte de facteur, quatre comptes d'agents et un compte Epargne-Investissement (I-S). Cette MCS donne une vue agrégée des flux de fonds dans l'économie. Elle fournit un total unique pour chaque compte sans aucun détail sur son contenu. A ce niveau d'agrégation, l'attention sera portée aux transferts entre secteurs institutionnels (agents économiques)

#### **3.2.1. Le compte des institutions**

La matrice agrégée contient 4 comptes de ce type pour les quatre catégories d'agents. Un compte est ouvert pour les ménages, un pour les entreprises qui regroupe les sociétés et quasi société et les institutions financières (SQSIF), un pour l'Etat et un pour l'agent extérieur, communément appelé le reste du monde. Cette classification usuelle des unités résidentes en quatre

groupes fondamentaux permet de mieux comprendre le caractère de la production (Bentabet, 1997).

Les comptes des institutions sont les plus délicats à construire, ils exigent au préalable l'établissement d'une correspondance explicite des transferts inter-agents« qui verse quoi à qui ». En effet comme souligné précédemment, le TEE montre bien les montants totaux reçus et versés par chaque secteur, mais il ne permet pas d'identifier les secteurs émetteurs et les secteurs destinataires de chaque flux.

Pour retracer les flux croisés de transferts inter-secteurs, nous allons estimer la valeur nette de chaque catégorie de transfert par agent, en appliquant la méthode d'imputation des revenus proposée par Fofana (2007). Cette méthode consiste à répartir les revenus et les dépenses de chaque secteur selon l'une des deux formules suivantes<sup>11</sup> :

Dépenses de transfert d'un secteur institutionnel à un agent = parts distributives des revenus de transfert de l'agent multipliées par les dépenses de transfert de secteur institutionnel

$$\underbrace{XTRF_{agn,ins}}_{\text{Revenu de transfert de "agn" provenant de "ins"}} = \left[ \frac{YTRF_{agn}}{\sum_{agn} YTRF_{agn}} \right] \times \underbrace{XTRF_{ins}}_{\text{Dépenses de transfert de "ins"}}$$

*Part distributives des revenu de transfert de "agn" ( $\beta_{agn}$ )*

Ou bien les revenus de transfert de l'agent provenant d'un secteur institutionnel = parts distributives des dépenses de transfert d'un secteur institutionnel multiplier par les revenus de transfert de l'agent

$$\underbrace{YTRF_{agn,ins}}_{\text{Revenu de transfert de "agn" provenant de "ins"}} = \left[ \frac{XTRF_{ins}}{\sum_{ins} XTRF_{ins}} \right] \times \underbrace{YTRF_{agn}}_{\text{Revenu de transfert de "agn"}}$$

*Part distributives des dépenses de transfert de "ins" ( $\alpha_{ins}$ )*

Partant des informations du TEE, et en utilisant l'une des formules ci-dessus, les flux de transferts inter-agents sont illustrés dans le tableau n°2 en annexe :

<sup>11</sup> Les deux formules sont reprises de Fofana (2007), en gardant la même notation utilisée par l'auteur. P 10.

Le tableau n°2 annexée montre bien combien chaque secteur institutionnel reçoit de chacun des autres secteurs et combien leur verse en retour par catégorie de transfert.

Les ressources des secteurs institutionnels sont à lire en ligne et leurs emplois en colonne. Ainsi, par exemple le montant 87761 millions de DA (MD) sur le sous tableau des intérêts indique que les IF ont reçu 87761MD d'intérêts des SQS.

Le total en ligne de chaque secteur institutionnel (SI) qui figure dans la dernière colonne du tableau indique les ressources totales de ce SI en catégorie de transfert donnée. De manière symétrique, le total en colonne de chaque SI qui figure sur la dernière ligne du tableau indique le total des emplois de ce SI en même catégorie de transfert. Ces totaux en ligne et en colonne sont les mêmes que ceux du TEE.

Pour construire la sous-matrice des transferts inter-agent, les flux croisés de transfert obtenus (tableau n°2 annexé) ont été ajoutés aux flux de transfert auxquels correspond un seul secteur destinataire ou à l'origine desquels il y a un seul secteur précédemment définis. Ensuite les IF sont regroupées aux SQS. Enfin les flux de transfert (reçus et versés) sont regroupés selon les secteurs institutionnels. La procédure suivie est présenté dans le tableau n°3 annexé pour le compte des entreprises(SQSIF) et de l'Etat, à titre illustratif.

Les sous totaux des flux de transfert reçus en ligne par un secteur institutionnel donné de chacun des autres secteurs (tableau 3 annexé), constituent les éléments de la sous matrice des transferts inter-agent présentée dans le tableau ci-après.

**Tableau n°1 : La sous matrice des transferts interinstitutionnels (en MDA)**

	Ménages	Entreprises	Etat	RDM
Ménages	0	161431	4227762	125335
Entreprises	174538	0	311763	311503
Etat	1694226	2623124	0	182053
RDM	3731	596812	65140	0

Source : établi par les auteurs à partir du tableau n°3 en annexe et du TEE 2013.

La sous matrice des transferts interinstitutionnels indique les transferts totaux nets versés et reçus par agent. Le chiffre indiqué

dans une cellule de la matrice représente un transfert total de l'agent en colonne à l'agent en ligne. Certains flux (les éléments diagonaux) correspondent à des « auto versements » et apparaissent du fait de la structure relativement agrégée des comptes d'entreprises, de ménages et de l'Etat. Ces flux sont éliminés de la matrice puisque dépourvus de signification au niveau de la modélisation. Cette sous matrice est utilisée dans la construction de la matrice agrégée.

L'estimation de la MCS agrégée pour 2013 est schématisée dans le tableau n°4 annexé. Elle est très simple mais aussi très significatif. En effet, certains comptes tels le compte d'activités, le compte de produits et le compte de facteurs sont très condensés. De là, ils cachent des informations assez précieuses; ils ne permettent même pas d'avoir une idée grossière sur les échanges interindustriels et la distribution fonctionnelle du revenu. En dépit de tout, cette MCS décrit de manière globale l'économie algérienne et garantit la cohérence interne de nature comptable des données (recettes = dépenses, quel que soit le compte).

De cette MCS l'identité macroéconomique des ressources et des emplois est vérifiée, assurant la cohérence globale de cette base de données à savoir :

Produit intérieur aux coûts des facteurs	+	11567908
Impôts indirects sur la production	+	1240951
Impôts indirects sur les produits	+	1235901
Importations de produits		5051141
	=	

**Produit intérieur brut au prix du marché 19095901**

	=	
Consommation des MEI	+	5675936
Consommation des AP	+	647505
Consommation des IF	+	75521
Investissement	+	7168182
Exportations de produits		5528757

Passons maintenant à la MCS désagrégée

### 3.3. Une MCS désagrégée

La version désagrégée de la MCS agrégée du tableau n°4 annexé découle de la ventilation des activités, des produits et du

compte du facteur. En effet, les activités et les produits ont été subdivisés chacun en 19 sous-comptes. La MCS désagrégée est constituée ainsi de 46 comptes répartis comme suit : 19 comptes d'activités de production (numéroté de 1.1 à 1.19), 19 comptes de produits correspondants

(numéroté de 2.1 à 2.19), 2 facteurs de production ; le capitale (compte n° 3.1) et le travail (compte n°3.2), 1 compte pour les ménages et entreprise individuelle (compte n°4.1), 1 compte pour les entreprises financières et non financières (compte n°4.2), 1 compte pour l'Etat (compte n°4.3), 1 compte pour le reste du monde (compte n° 4.4), 1 compte pour les marges commerciales (compte n° 5) et enfin un compte pour épargne-investissement (compte n°6).

### **3.3.1. Méthodologie de désagrégation**

Examinons maintenant le procédé adopté à la désagrégation de notre MCS.

Le compte des activités. La décomposition sectorielle est associée à celui du TES (2013) qui structure l'économie Algérienne en 19 branches d'activités en référence à la nomenclature des activités et des produits (NAP 1980). Les branches d'activités ce sont les secteurs productifs définis dans le SCEA.

Cette nomenclature de branche sera également utilisée pour les produits, l'EBE, les importations et les exportations.

Le compte de produits. La désagrégation des produits est étroitement liée à celle des activités puisque chaque branche réalise un seul<sup>12</sup> produit. Nous avons considéré ainsi 19 produits au lieu de 18 produits<sup>13</sup> pour avoir une matrice carrée. Ceci a la vertu de faire ressortir clairement et nettement les échanges interindustriels.

Le compte des facteurs. Dans le cadre de cette MCS, nous avons retenu deux facteurs de production agrégés ; le travail et le capital

---

<sup>12</sup> Il est convenu que les branches ne sont jamais tout à fait homogènes dans la réalité (Akacem, 1990 ; Victor, 2000).

<sup>13</sup> Le SCEA considère l'activité du commerce comme une branche qui ne dispose pas de produit mais dont la production est composée des marges commerciales. Ainsi le TES 2013, comporte dix-neuf branches (19 colonnes) et dix-huit produits (18 lignes) dans le cadre des consommations intermédiaire. Cette branche supplémentaire à laquelle ne correspond aucun produit est la branche commerce.

sous certaines hypothèses. Partant de là, nous avons supposé que la main d'œuvre est suffisamment homogène, du point de vue de la qualification professionnelle et qu'il y ait une certaine mobilité intersectorielle des travailleurs, alors que le capital demeure spécifique à chaque branche.

En raison du manque d'informations détaillées pertinentes, les deux facteurs n'ont pas fait l'objet d'aucune désagrégation, notamment en ce qui concerne le travail qu'il a été souhaitable le dissocier en deux catégories : main d'œuvre qualifiée et celle non qualifiée. Tandis que pour le capital, il est usuel de distinguer le capital privé du capital public.

Le compte épargne-investissement combine l'accumulation brute des fonds fixes (ABFF) et la variation de stock en un compte unique<sup>14</sup> ;

Le compte Marge commerciale (MC) prend provisoire en compte des marges de commerce (ligne n° 5, colonnes n° 2.1 à 2.19) en tant qu'élément de ressources, pour assurer l'équilibre des ressources et des emplois de chaque produit. En effet les productions et les importations sont évaluées hors marges commerciales<sup>15</sup> alors qu'au niveau des utilisations (CI, CF, FBCF, etc.) les marges déjà sont intégrées. La somme de la ligne MC est nulle, parce que par convention la somme des marges sur les produits est égale à la production du service commerce et cette production de service est inscrite négativement en marge de service commerce.

La MCS désagrégée est également cohérente<sup>16</sup>, seul le compte de production (activités et produits) apparaît un léger déséquilibre, et par un processus itératif basé sur la méthode RAS nous avons pu l'ajuster.

### **3. Lecture de la matrice chiffrée**

Une manière commode de commencer la lecture de la matrice est d'examiner les comptes 1.1 à 1.19 des branches d'activités, car c'est elles qui sont la source des revenus au niveau de l'économie. En ligne, ce compte est appelé à mettre en évidence la structure

---

<sup>14</sup>Notons que l'accumulation brute de fonds fixes et la variation de stocks peuvent être introduites séparément dans la MCS.

<sup>15</sup> La production est valorisée au prix à la production, les importations au prix coût assurance fret (CAF).

<sup>16</sup> En effet, la MCS désagrégée est élaborée à partir des deux tableaux des comptes nationaux (TES et TEE) issue d'une même source d'information (l'ONS).

par produits de la production nationale. La lecture des lignes 1.1 à 1.19 montre ainsi que chaque branche verse l'entièreté de sa production au compte de produit qui lui associés. La branche 1.1 (agriculture, sylviculture et pêche) par exemple, a produit et vendu 2031618 MD au compte de produit correspondant, la branche eau et énergie a produit et vendu 25483 MD au produit correspondant. La même procédure de lecture s'applique aux lignes restantes (1.3 à 1.19). Au total, les secteurs productifs de l'économie algérienne ont réalisé en 2013, une production brute totale aux coûts des facteurs de 18424125 M D. Les produits de la vente de cette production constituent les ressources de ce compte. Les colonnes du compte 1.1 à 1.19 donnent le détail du coût de production de chaque branche. La branche 1.1 (agriculture, sylviculture et pêche) distribue 168767 MD sous forme de rémunération des salaires payée au compte de facteur de production travail, 1451492 MD de l'EBE pour rémunérer le facteur capital et paie 7503 MD à l'Etat à titre d'ILP nets des subventions. Elle achète aussi des produits intermédiaires pour son processus de production pour une valeur de 403856 MD. Elles les achètent à elle-même pour un montant de 73617MD, à la branche eau et énergie pour 7602 MD , à la branche hydrocarbure pour 6401MD, à la branche industries, sidérurgie, mécanique, métallurgique et électrique (ISMME) pour 56513 MD , à la branche matériaux de construction pour 360 MD, à la branche chimie, caoutchouc, plastique pour 84850 MD , à la branche industrie agro-alimentaire pour 90179 MD, etc. Le coût total de la production de la branche 1.1 s'élève ainsi à 2031618MD. Cette valeur se retrouve comme total de la ligne 1.1 dont il a été déjà question. La lecture des colonnes restantes 1.2 à 1.19 est analogue à celle du compte 1.1. Le coût total des 19 branches au coût des facteurs (totaux des colonnes 1.1 à 1.19) est par définition égal à la valeur de la production de ces mêmes branches.

Les comptes de produit numéroté de 2.1 à 2.19 font ressortir, en colonne, les ressources totales, c'est-à-dire l'offre globale en bien et services ; une partie 18424125 MD de ces produits provient du système productif national alors que l'autre partie 5051141 MD est importée du reste du monde. Il convient d'ajouter à ces deux composantes les taxes (TVA et DTI) gravant les produits et la marge commerciale afin de ramener leur valeur au prix du marché. Ainsi, le produit 2.1 de l'agriculture, sylviculture et pêche a pour origine 2031618 MD de production nationale et 378205 MD d'importations. La marge commerciale appliquée sur ce produit



est de 67658 MD, alors que les taxes (TVA et DTI) frappant ce produit sont évaluées à 48162 MD. La lecture du reste des colonnes (2.2 à 2.19) est similaire à la colonne 2.1. Le total des colonnes de compte de produit 24711167 MD donne en conséquence, la valeur aux prix du marché des ressources en différents produits qu'ils soient produit localement ou importés. En ligne (2.1 à 2.19) correspondante, ces ressources disponibles sont ensuite affectées à la consommation intermédiaire 5615266 MD, aux exportations 5528757 MD, à l'investissement 7168182 MD et à la consommation finale des ménages, des institutions financières et de l'Etat (respectivement 5675936 MD, 75521 MD et 647505 MD). Ainsi, le produit agriculture, sylviculture et pêche est utilisé comme consommation intermédiaire par sa propre branche pour un montant de 73617 MD, par la branche services et travaux publics pétroliers pour un montant de 3240 MD, par la branche mines et carrière pour un montant de 974 MD, par la branche ISMME pour un montant de 4405 MD, par la branche matériaux de construction pour un montant de 68 MD, par la branche bâtiments et travaux publics pour un montant de 3433 MD, etc. Il est utilisé en investissement pour un montant 64278 MD et en exportation pour un montant 4982 MD ainsi en consommation finale par les ménages et l'Etat, avec des montants respectifs de 1425718 MD et 210492 MD.

Les comptes facteur de production (le travail 3.1 et le capital 3.2) reçoivent en ligne la valeur ajoutée aux coûts des facteurs par secteur d'activité. La valeur 1757510 MD reçue par le compte travail 3.1 correspondant aux salaires versés par toutes les branches d'activité (168767 MD par la branche agriculture, sylviculture et pêche, 46283 MD par la branche eau et énergie, 138352 MD par la branche hydrocarbures, 55586 MD par la branche service et travaux publics pétroliers, 8465 MD par la branche mines et carrières, 53928 MD par la branche ISMME, etc.). La valeur 9810398 MD reçue par le compte capital 3.2 correspondant à l'EBE des branches de TES. En ligne, le facteur travail reverse la totalité des rémunérations sectorielles du travail 1757510 MD aux ménages tandis que le facteur capital reverse une partie d'EBE égale à 5044828 MD aux SQS et une autre partie égale à 4765570 MD aux entreprises individuelles.

Outre le revenu factoriel perçu du compte travail et capital, les ménages et entreprises individuelles ont reçu, en ligne 4514528 MD, des transferts courants versés par les entreprises, l'Etat et le

RDM pour des valeurs égales à 161431MD, 4227762MD, 125335 MD respectivement. En colonne, ces revenus sont essentiellement utilisés dans les dépenses de consommation finale en différents produits à hauteur de 5675936MD, le reste des revenus est affectés aux transferts à l'Etat, aux entreprises et RDM, avec des valeurs respectives de 1694226 MD, 174538 MD et 3731 MD. Le solde recettes dépenses des MEI constitue son épargne et qui est égale à 3489177MD.

Le revenu des entreprises consigné en ligne 4.2 est constitué du revenu factoriel, en l'occurrence de la rémunération du capital détenu par les SQS et des transferts courants. Ces derniers sont versés par les ménages (174538MD), l'Etat (311763MD) et le RDM (311503 MD). Ces revenus servent à couvrir, en colonne correspondante, les dépenses de consommation finale des entreprises financière en différents produits à hauteur de (75521 MD) , et les dépenses de transfert versés aux MEI, l'Etat et le RDM , avec des valeurs respectives de 161431 MD, 2623124MD et 596812 MD. Le solde ressources emplois qui est égal à 2385744MD constitue l'épargne des entreprises versée au compte d'Epargne-investissement (S-I).

Une lecture analogue peut être faite pour les deux autres institutions, l'Etat (4.3) et le reste du monde (4.4).

Terminons la lecture de la MCS par celui du compte Epargne-Investissement. La ligne n°6 enregistre les épargnes des institutions renseignées précédemment, soit 2385744 MD pour les entreprises, 3489177MD pour MEI, 1724085 MD pour l'Etat et - 430824MD pour RDM. La colonne correspondante ventile l'utilisation de cette épargne sous forme d'investissement. C'est ainsi que l'économie a investi 64278 MD en bien agricoles, 190208 MD en services et Travaux publics pétroliers, 71811MD en hydrocarbure , 3033093 MD en bien ISMEE, etc.

## **Conclusion**

La MCS construite pour l'Algérie et documentée dans ce papier est une juxtaposition d'informations comptable consignées dans le TEE et le TES de l'année 2013. Elle reconduit dans sa structure les comptes nationaux tels que décrits dans la comptabilité nationale algérienne, seul le compte des institutions financières a été agrégé au compte des sociétés quasi société. Par conséquent, nous n'avons pas pu désagréger le compte des facteurs notamment en

ce qui concerne le travail et celui des ménages et du reste du monde. Ce faisant, les mécanismes de redistribution des revenus et de transferts entre institutions ne sont pas mis en évidence. Mais la désagrégation de ces comptes ne constitue pas une obligation; car la ventilation retenue dépend plutôt des objectifs assignés à la MCS et de l'état de la banque de données du pays.

La matrice construite procure une image simplifiée de la structure de l'économie algérienne, de ses circuits économiques et donne une synthèse cohérente des grands équilibres macro-économiques évoqués par la comptabilité nationale algérienne. Elle fournira également des données récentes de référence utile pour des travaux de recherche et de modélisation de l'économie algérienne.

Ce travail a permis de présenter une méthodologie de construction d'une MCS pour l'économie algérienne en 2013. Une méthodologie qui pourrait bien être transposée pour la construction des MCS pour d'autres années de base. Cette méthodologie présente une certaine flexibilité quant au niveau de désagrégation souhaité, en vue d'appréhender les mécanismes de distribution et l'hétérogénéité des impacts distributifs des chocs et politiques économiques.

### Références bibliographiques

**Akacem K**, 1990. *Comptabilité nationale : le système des comptes économiques algériens*, le SCEA. Ed O.P.U, Alger.

**Aouinine S et Mazouzi R**, 2007. *Essai d'élaboration de la matrice de comptabilité sociale pour l'Algérie*, Mémoire d'Ingénieur d'Etat en planification et en statistique, INPS, Alger.

**Belkacem-Nacer A, Bouazouni O, Boumghar M Y, Kernane A**, 2008. *Elaboration d'une matrice de comptabilité sociale de l'Algérie pour l'année 2002*. Travail réalisé dans le cadre du programme d'appui au management de l'économie (AMECO).

**Bentabet B**, 1997 "Une matrice de comptabilité sociale : le cas de l'économie algérienne", *in les cahiers du C.R.E.A.D n° 40 ,2ème Trimestre*. Alger.

**Bouklia H, Benabdellah Y, Zidouni H**, 2007. *Les effets économiques de la mise en œuvre du programme présidentiel 2005-2009*, Alger MPPI .

**Cardenete M A, Llanes G.D, Lima MC and Morilla C**, 2009, "Detection of key sectors by using social accounting matrices: An

Alternative Approach". *Journal of Applied Input-Output Analysis*, Volumes 13 & 00. 2009.

**Central Statistics Office Gaborone**, 1990. Social accounting matrix 1985/86, government printer Gaborone, Botswana.

**Cogneau D et Roubaud F**, 1993. Une matrice de comptabilité sociale pour le Cameroun : méthode et résultats, Statéco n°75-76.

**Coli A et Tartamella F**, 2000. A pilot social accounting matrix for Italy with a focus on households, paper prepared for the 26th general conference of the IARIW in Cracow, Poland.

**Decaluwé B, Martens A, et Savard L**, 2001. *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable*. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal.

**De Santis, RA et Ozhan HG**, 1997 "Social accounting Matrix for Turkey 1990". *Economic Systems Research*. Vol. 9, n°3. P281 à 285.

**Eurostat**, 2003. *Handbook on social accounting matrices and labour accounts*, leadership group SAM, population and social conditions 3/2003/E/N°23, Commission Européenne.

**Fall CS**, 2011. Une matrice de comptabilité sociale (MCS) du Sénégal pour l'année 2006 . CATT WP No. 7.

**Fofana I**, 2007. " Elaborer une matrice de comptabilité sociale pour l'analyse d'impacts des chocs politiques et économiques ". *CIRPEE, PEP, Université Laval, Québec, Canada*.

**Fofana I, Lemelin A, Cockburn J**, 2002. "Balancing a social accounting matrix", *CREFA, université Laval* .

**Hadj Salem H**, 2004. The macro social accounting matrix of Tunisia in 1996. International conference Input-Output and general equilibrium: Data, Modeling and Policy Analysis à Bruxelles (Belgique), organisée par EcoModet IIOA, 2-4 septembre 2004.

**Institut d'économie quantitative**, 2002. Cahier de l'IEQ, N°16

**Hamadache H**, 2015. *Réforme des subventions du marché du blé en Algérie: Une analyse en équilibre général calculable*. Thèse de doctorat, préparée au sein de l'école doctorale économie et gestion de Montpellier – ED 231.

**Keuning S et Ruijete W**, 1988 "Guidelines to the construction of a social accounting matrix". *Review of income and Wealth*, 34(1):71-100.

**Kherbachi H et Touati K**, 2014" Etude d'impact des programmes d'investissements publics sur la croissance économique en Algérie par le modèle des multiplicateurs de la matrice de comptabilité sociale", *revue des sciences économiques et de gestion*, N°14.

**Malan A**, 2000. Changes in income distribution in South Africa a social accounting matrix approach, paper presented to the 13th international conference on Input-Output techniques, Macerata, Italy.

**Ministère du commerce extérieur**, 2009. Impact des accords de libre-échange (Modèle calculable d'équilibre général : IMPALE), Maroc.

**Office National des Statistiques (ONS)**, 2015. Les tableaux entrées sorties de 2000 à 2013, série N° 703, Alger.

**Office National des Statistiques (ONS)**, 2015. Les Tableaux économiques d'ensembles de 2002 à 2013, série N° 688, Alger.

**Oukaci K et Kherbachi H**, 2008" Impact de la libéralisation commerciale sur l'intégration et le développement de l'économie algérienne : évaluation par un modèle d'équilibre général calculable", *In les cahiers du C.R.E.A.D n°83/84*-Alger.

**Pyatt G et Thorbecke E**, 1976. Planning techniques for a better future, international labor office (ILO), Geneva.

**Pyatt G et Round J**, 1985. *Social Accounting Matrices: A Basis for Planning*. World Bank, Washington D C.

**Redjel S**, 2003 " Matrice de comptabilité sociale : un outil d'analyse de la production et un instrument de construction du modèle d'équilibre général calculable avec un aperçu sur l'économie algérienne". *Centre de recherche maghrébin économie sociale, Constantine* .

**Reinert KA et Roland-Holst DW**, 1992."A detailed social accounting matrix for the USA, 1988". *Economic Systems Research*, Vol.4.N°2.P. 173 à 187.

**Round J**, 2003. Social accounting matrices and SAM-based Multiplier analysis. *Chapitre 14 in Tool Kit*.

**Santos S**, 2010 "A quantitative approach to the effects of social policy measures. An application to Portugal, using social accounting matrices". *MPRA (Munich personal rePEc Archive) paper N°23676*; EERI (economics and econometrics research institute) RP (Research papers 2010/33).

**Statistics Netherlands**, 2002. National accounts of the Netherlands 2001, Statistics Netherlands.

**Siddiqi Y et Salem M**, 2012. Une matrice de comptabilité sociale pour le Canada, 11F0027M n° 076, ISSN 1703-0412, ISBN 978-1-100-

98635-7, document de recherche, série de document de recherche sur l'analyse économique(AE), Statistique Canada.

**Thorbecke E.** (Ed.), 1985. *The Social Accounting Matrix and Consistency-Type Planning Models*. Washington DC, The World Bank, *Social Accounting Matrices A basis for planning*, pp 207-256 p.

**Touati K et Kherbachi H**, 2011" Impact du secteur financier sur l'activité économique en Algérie par la MCSRF", *in les cahiers du C.R.E.A.D n° 95. Alger.*

**Timmerman, JG et van de Ven PJM** ,1994. *A social accounting matrix for the Netherlands: concepts and results*. Voorburg. Statistics Netherlands, National Accounts. Paper No. NA-068.

**Victor E** ,2000 .*Une matrice de comptabilité sociale pour Haïti (1986-87)*, Institut haïtien de statistique et d'informatique.

**Ziad M**, 2007. *Les impacts des accords euro-méditerranéens : une étude quantitative*. Mémoire de magister en sciences économiques, université d'Oran.

**Annexes****Tableau N°1 : Structure générique d'une matrice de comptabilité sociale pour l'économie algérienne**

Comptes	Activités	Produits	Travail	Capital	Ménages	Entrepr	Etat	RDM	I-S	Total
Activités		PB								PB
Produits	CI				CFMEI	CFIF	CFAP	Export	ABFF+VS	Demande totale
Travail	RS									valeur ajoutée
Capital	EBE									
Ménages			RS	EBE-MEI	Transferts entre institutions					Dépenses totales des Institutions
Entreprises				EBE-SQS						
Etat	ILP net SE	TVA+DTI								
RDM		Imports								
I-S					S-MEI	S-IFSQS	S-AP	S-RDM		Epargne totale
Total	PB	Offre totale	RS	EBE	Revenu total des institutions				INVEST	

Sources : établi par les auteurs

N.B : Les abréviations utilisées dans le tableau N°1 sont conforme aux rubriques du TES et TEE du SCEA.

Tableau N°2: Les flux croisés inter-agents (En millions de DA)

	SQS	IF	MEI	AP	RDM	Total
<b>Intérêt</b>						
SQS	3754	3833	3406	1689	9388	22069
IF	87761	89608	79622	39486	219494	515971
MEI	2929	2991	2658	1318	7327	17223
AP	2823	2882	2561	1270	7060	16596
RDM	900	919	816	405	2250	5290
Total	98166	100233	89063	44168	245519	577150
<b>Loyers</b>						
SQS	473	14	2080	76	0	2643
IF	13	0	55	2	0	70
MEI	15870	479	69746	2562	0	88657
AP	3066	93	13476	495	0	17130
Total	19422	586	85357	3136	0	108501
<b>Primes d'assurances</b>						
IF	38476	6580	57667	9384	14861	126967
RDM	943	161	1413	230	364	3110
Total	39418	6741	59079	9613	15225	130078
<b>Indemnités d'assurance</b>						
SQS	0	13103	0	0	2557	15660
IF	0	3647	0	0	712	4359
MEI	0	39480	0	0	7703	47183
AP	0	5351	0	0	1044	6395
RDM	0	1604	0	0	313	1917
Total	0	63186	0	0	12328	75514
<b>Services financiers</b>						
SQS	6455	3538	3234	201	1292	14720
IF	48842	26774	24470	1524	9774	111384
RDM	961	527	482	30	192	2192
Total	56258	30840	28185	1755	11258	128296
<b>Autres revenus de la propriété</b>						
SQS	17871	3051	0	0	585	21507
AP	136731	23340	0	0	4479	164549
RDM	501970	85685	0	0	16443	604098
Total	656572	112075	0	0	21507	790154
<b>Autres transferts courants</b>						
SQS	10310	1230	3745	236964	49405	301654
IF	717	86	260	16478	3436	20977
MEI	20388	2432	7405	468578	97694	596497
AP	35367	4219	12846	812840	169470	1034741
RDM	2805	335	1019	64475	13442	82076
Total	69587	8301	25276	1599335	333447	2035946

Sources : Calcul des auteurs à partir du TEE 2013.



Tableau N° 3 : **Procédure d'élaboration de lasous matrice des transferts interinstitutionnels(En millions de DA)**

Flux de transfert	SI	MEI	SQS et IF	AP	RDM	Flux de transfert	SI	MEI	SQS et IF	AP	RDM
Loyers	Entreprises (SQS et IF)	2135	500	78	0	Loyers	L'Etat (AP)	13476	3159	495	0
Intérêt		83028	184955	41175	228882	Intérêt		2561	5705	1270	7060
Indemnités d'assurance		0	16751	0	3268	Indemnités d'assurance		0	5351	0	1044
Primes d'assurance		57667	45056	9384	14861	Aut.Transferts courant		12846	39586	812840	169470
Services financiers		27703	85609	1725	11066	Aut.Rev.de la propriété		0	160070	0	4479
Aut. transferts courant		4005	12343	253442	52840	Impôts indirects		0	12166	0	0
Aut. Rev.de la propriété		0	20922	0	585	Impôts directs		662997	2397087	0	0
Subventions d'exploitations		0	0	5958	0	Cotisations sociales		1002346	0	0	0
Total reçu par les entreprises			<b>174538</b>	366136	<b>311763</b>	<b>311503</b>		Total reçu par l'Etat		<b>1694226</b>	<b>2623124</b>

Sources :établi par les auteurs à partir du tableau N° 2et du TEE 2013.

Tableau N°4 : **Matrice agrégée pour l'économie algérienne en 2013 (En millions de DA)**

	Activités	Produits	Facteurs	Ménages	Entreprises	Etat	RDM	I-S	Total
Activités		18424125							18424125
Produits	5615266			5675936	75521	647505	5528757	7168182	24711167
Facteurs	11567908								11567908
Ménages			6523080	0	161431	4227762	125335		11037608
Entreprises			5044828	174538	0	311763	311503		5842632
Etat	1240951	1235901		1694226	2623124	0	182053		6976255
RDM		5051141		3731	596812	65140	0		5716824
I-S				3489177	2385744	1724085	-430824		7168182
Total	18424125	24711167	11567908	11037608	5842632	6976255	5716824	7168182	

Source : établi par les auteurs à partir du TES et TEE de l'année 2013.